

Flashinfo

Faire de l'été un temps de mobilisation, de syndicalisation et de construction du rapport de force !

Une pensée pour tous ceux qui ont perdu la vie lors des incendies ainsi que des biens. Les premiers touchés sont toujours les populations les plus fragiles et les territoires où les services publics ont été fragilisés.

L'accélération des offensives du capital est bien là. Les différents projets présentés au groupe La Poste, à Orange ou dans les entreprises, traduisent une même logique de financiarisation qui menace l'emploi, les garanties collectives, le service public et, plus largement, le droit à la communication.

Les difficultés à « joindre les deux bouts » continuent de s'aggraver. L'explosion des prix alourdit durablement le poids des dépenses contraintes : alimentation, énergie, carburants...

Deux projets de décrets vont être soumis au Conseil d'administration de la CNAM, pour avis seulement consultatif. Le 1^{er} prévoit d'accélérer le déremboursement de certains médicaments, des transports sanitaires et des consultations chez les chirurgiens-dentistes. Le 2^{ème} vise à doubler les plafonds des participations forfaitaires et des franchises médicales fixés chacun à 50 € par an. Les plafonds passeraient donc à 100 € chacun.

Le mécontentement sur les questions des salaires et des retraites est profond et largement partagé. Les dividendes versés augmentent et les grandes fortunes ne cessent d'augmenter. La fortune des milliardaires a augmenté de 81 % depuis 2020.

« L'économie de guerre » a pour conséquences la diminution des budgets des services publics, de l'éducation, de la protection sociale... Le budget militaire de l'État passe de 32 milliards € pour 2017, à 53,7 milliards en 2026, et une prévision de 67,4 milliards en 2030, soit, en 13 ans, plus du doublement des dépenses militaires. La production militaire représente 40 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 65% sont exportés, faisant de la France le 2^{ème} pays exportateur d'armes dans le monde.

L'ONU doit être réformée dans son fonctionnement pour remplir sa mission initiale : prévenir et faciliter le dialogue entre pays, autrement que par les armes.

La période estivale doit permettre de préparer les perspectives de mobilisation, notamment la journée d'action du 29 septembre dans la Fonction publique, celle du 14 octobre à l'initiative des retraité.es pour les retraites complémentaires Agirc-Arrco, celle du 19 novembre à Paris sur le triptyque pension /pouvoir d'achat, santé-Sécurité sociale et Services publics. Sans oublier le 21 septembre pour la Paix !

Vie syndicale

Les militants CGT sont sur le pont tout l'été dans ces périodes de fortes chaleurs, d'incendies pour aller dans les services, proposer l'adhésion, prendre des nouvelles des camarades, préparer les actions de rentrée ainsi que les conférences UFC et UFR. Quelques luttes et actions de juillet : centre de tri en Corse du sud, Ploufragan pour un bureau de poste de plein exercice, les facteurs de Léré (18), Gonfreville l'Orcher contre la fermeture du bureau de poste, à Globecast une filiale d'Orange... sortie des drapeaux CGT lors du passage du tour de France.

Canicules, le gouvernement doit agir pour protéger les retraité.es

Une série de canicules exceptionnelles, avec des températures dépassant 40°C,



services d'aides à domiciles, une loi pluriannuelle pour le grand âge et l'autonomie.

Franchises médicales

Le gouvernement a fait connaître en plein été et par voie de presse son nouveau plan d'économie pour le budget 2027 : doublement des plafonds des franchises médicales et des participations forfaitaires, (200€ par an), baisse des parts

sévit en France. Ces épisodes sont le signe visible et brutal du dérèglement climatique. Derrière ces chiffres, il y a des vies brisées et une réalité qui doit nous alerter tous et toutes. Il faut un plan national d'urgence pour le logement, renforcer les

remboursées sur certains médicaments... **La CGT exige :** Le maintien et le renforcement du remboursement des soins ; une Sécurité sociale financée à la hauteur des besoins de la population ; le développement des services publics de santé ; une véritable politique de justice sociale et de solidarité.

Incendies

Ce n'est pas nouveau, mais dans la situation catastrophique pour les personnes, les biens et l'environnement résultant des incendies, nous sentons une indécente volonté de La Poste d'optimiser les ressources humaines plutôt que de participer à l'effort collectif d'aide et de soutien. Les mesures annoncées sur les congés et les « heures perdues » en sont la pire illustration. Un CSEC extraordinaire a

eu lieu le 29 juillet. Son contenu, adopté à l'unanimité, met l'accent sur l'urgence absolue. Il demande :

- des mesures d'organisation et de sécurité (télétravail, protection des agents en activité, anticipation de la reprise d'activité...),
- le maintien intégral du salaire
- que toutes les absences fassent l'objet d'ASA exceptionnelles,
- l'ouverture immédiate du protocole sinistre des ASC
- le renfort des services de santé et service sociaux,
- un cadre pérenne protecteur dans tout le groupe pour que partout s'appliquent les mêmes droits, protections et solidarités,
- le soutien aux postier-e-s pompiers volontaires et leur mise à disposition en priorité absolue

Service public ou loi du marché ?

Ces 2 conceptions se sont opposées lors de la rencontre avec le Ministre de l'industrie. La CGT s'est élevée contre le productivisme de La Poste en exigeant que les missions de service public redeviennent une priorité obligatoire. Le PDG veut passer d'un « contrat de présence » à un « contrat de service », donc développer les consignes automatiques, les points relais, les agences communales et les services itinérants. La CGT condamne cette volonté, le service public postal ne peut assurer ses missions qu'avec une présence humaine conséquente.

AVEA dissoute

Les vacances en colonie des enfants de postiers ne doivent pas en pâtir. Comme pour tout ce qui appartient au personnel, l'activité de l'AVEA doit continuer dans le nouveau cadre juridique imposé par la création du CSEC. Il faut maintenir une offre nationale de colonie de vacances accessibles sur tout le territoire, conserver une tarification basée sur les critères sociaux, garantir la qualité éducative et préserver la mixité sociale. Tout le patrimoine doit être cédé au CSEC et chaque € doit revenir aux activités sociales.

Fibre excellence

Le courrier transmis au 1^{er} ministre précise que, grâce à la mobilisation des salariés et des élus, un investisseur accepte de reprendre l'entreprise et ses

sites de St Gaudens et Tarascon, de préserver les emplois, de mobiliser des investisseurs privés, des partenaires financiers et les collectivités. Ce qui manque aujourd'hui, ce n'est ni un investisseur, ni un projet industriel. Ce qui manque, c'est que l'État assume les conséquences des politiques qu'il a lui-même mises en œuvre.

La CGT ne se laissera pas expulser de la bourse du travail d'Arles

Dès son arrivée, le maire a attaqué notre organisation syndicale, d'abord en lui supprimant la subvention puis, depuis 3 ans, en cherchant à nous

expulser de nos locaux historiques que nous occupons depuis 126 ans. À l'heure où la menace de voir l'extrême droite accéder au pouvoir, on peut voir déjà les effets dans les municipalités où elle est aux commandes. Avec toutes les organisations de la CGT nous continuons la bataille !



Orange – Suites du référendum QVCT

La CGT FAPT prend acte des résultats de cette consultation qui consacrent la victoire sans appel du « NON » soit 63,31%. Comme nous nous y étions engagés auprès des salariés, la CGT FAPT demande l'ouverture immédiate d'une nouvelle négociation Qualité de Vie et les Conditions de Travail pour les salariés du Groupe en France. Le refus des salariés d'avaliser un accord insatisfaisant doit imposer de rouvrir une négociation loyale et sincère.

Réparation des dommages résultant de violences ou de dégradations dans l'espace public

La remise en cause des fondamentaux de la sécurité sociale à des fins de mesures sécuritaires ne peut avoir écho à la CGT. S'attaquer au droit des ménages qui disposent de prestations sociales destinées à l'entretien des enfants ou au logement, ne peut être entendable. Pour la CGT, les prestations sociales doivent conserver leur caractère insaisissable: ce sont des droits affectés aux besoins et non une réserve de recouvrement de la politique pénale. La CGT votera contre cette loi.

Pour avoir commandité la tentative d'assassinat d'Hassan Touzani, l'ex dirigeante d'une entreprise plasturgique de l'Ain est condamnée à 7 ans de prison avec mandat de dépôt. Le «tort» d'Hassan était de vouloir implanter la CGT dans son entreprise pour défendre les droits et les conditions de travail des salarié-es. Ce procès révèle jusqu'où certains vont pour faire taire les contre-pouvoirs dans l'entreprise.

Solidarité avec le peuple du Panama !

Sophie Binet a exprimé auprès du syndicat CONUSI du Panama la solidarité de la CGT face aux arrestations de syndicalistes, notamment son secrétaire général Marcos Andrade qui était intervenu au 54^{ème} congrès de la CGT à Tours et récemment à l'OIT. Cette répression a pour origine profonde la lutte des travailleuses et des travailleurs pour la dignité et une vie meilleure, et les espoirs qu'elle nourrit dans la population.

Cisjordanie : stopper le commerce avec les colonies illégales

La Confédération européenne des syndicats (CES) appelle les ambassadeurs de l'UE à prendre d'urgence la décision d'interdire le commerce de l'UE avec les colonies illégales en Cisjordanie. « *L'UE est tenue de veiller à ce que sa politique commerciale soit conforme au droit international et à son propre objectif d'une solution à deux États. Les outils pour agir sont là. C'est le moment de les appliquer.* »

Alors que **+ de 10% des salarié-es vivent sous les bombes**, et en subissent avec leurs familles, toutes les conséquences, le choix du combat pour la PAIX est indispensable ! Le dossier

« Pour un autre avenir » de **Vie Nouvelle** se conclut avec une interview de Pierre MUSSO, ancien administrateur CGT FAPT... Un numéro indispensable pour une rentrée offensive !

